



LA SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU 2^E TRIMESTRE 2017

#RDVGrenelle

L'emploi salarié privé accélère au 2^e trimestre, avec +91 700 emplois créés, dans un environnement économique favorable : la croissance du PIB a été de 0,5 % en France pour le troisième trimestre consécutif. L'ensemble des secteurs d'activité contribuent à cette embellie, en particulier les services marchands hors intérim. Le repli du taux de chômage au deuxième trimestre (-0,1 point), s'il est de moins grande ampleur qu'au trimestre précédent (-0,4 point), s'accompagne de signaux favorables, le taux d'emploi progressant de 0,5 point, et dépassant son niveau d'avant-crise. Le nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois en catégorie A, après avoir baissé de 26 300 au 2^e trimestre, est en revanche reparti à la hausse en juillet. Enfin, les salaires réels accélèrent (+0,6 %) sous l'effet du ralentissement de l'inflation.

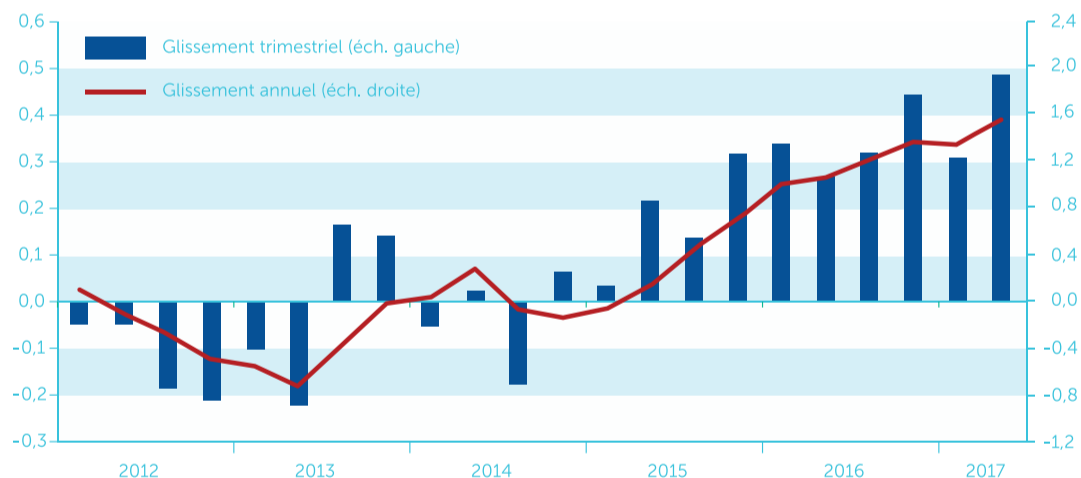
1 La progression de l'emploi salarié privé se renforce

Au 2^e trimestre 2017, l'emploi salarié privé accélère et confirme la bonne dynamique enclenchée depuis 2015.

Le secteur privé a ainsi créé 91 700 emplois salariés au 2^e trimestre 2017 (+0,5 %), soit son 11^e trimestre consécutif de hausse. Sur un an, ce sont 291 900 nouveaux emplois qui ont vu le jour (+1,5 %).

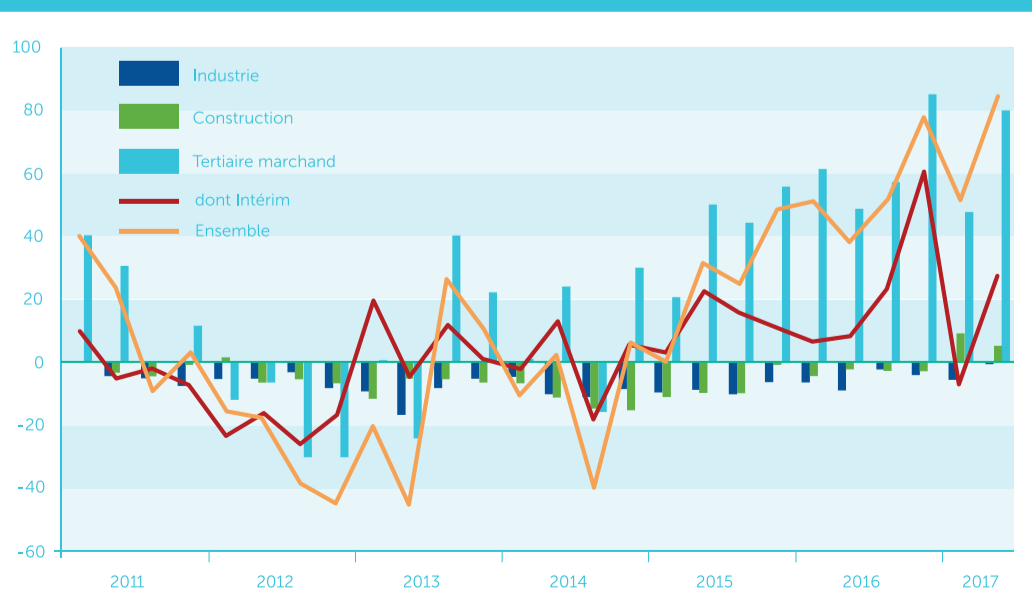
Sur le champ des secteurs marchands non agricoles (SMNA), 84 700 nouveaux emplois privés ont été créés ce trimestre (+0,5 %), la plus forte hausse enregistrée depuis la grande récession. Ces créations nettes d'emplois ont ainsi annulé plus de 90 % des destructions d'emplois enregistrées sur la période 2008-2014.

Évolutions de l'emploi salarié du secteur privé, en %



Champ : France hors Mayotte
 Source : Insee Dares Acooss - Données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre.

Évolutions par secteur de l'emploi salarié du secteur marchand non agricole - Glissement trimestriel en %



Champ : France hors Mayotte
 Source : Insee Dares Acooss - Données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre.

2 L'emploi salarié privé s'améliore dans tous les secteurs

Les créations nettes d'emplois du secteur privé sont principalement portées par les services marchands hors intérim (+52 300 postes), mais aussi par l'intérim (+27 700 postes), qui se redresse en effet nettement après un recul au 1^{er} trimestre (révisé à -5 700 postes).

Le secteur de la construction confirme l'amélioration entrevue au 1^{er} trimestre et connaît un 2^e trimestre consécutif de hausse de ses effectifs (+5 400). Dans l'industrie, l'emploi est quasiment stable sur le trimestre avec un recul très contenu de 600 postes.

Ces évolutions sont cohérentes avec les enquêtes de conjoncture réalisées auprès des entreprises, en particulier le climat des affaires, qui affichent des niveaux bien au-dessus de leurs moyennes de long terme.

3 Le taux de chômage continue à se replier, le taux d'activité et le taux d'emploi progressent sensiblement

Du fait de créations d'emplois dynamiques, et malgré un rebond du taux d'activité, le taux de chômage a poursuivi sa décroissance au 2^e trimestre. Il recule ainsi de 0,1 point, après une baisse de 0,4 point au 1^{er} trimestre, pour s'établir à 9,5 % de la population active. C'est son niveau le plus bas depuis le 1^{er} trimestre 2012. Ce résultat conforte pour le 1^{er} semestre 2017 la poursuite de la baisse tendancielle du chômage BIT amorcée début 2015 : alors qu'au trimestre précédent, la baisse de 0,4 point du taux de chômage avait été favorisée par

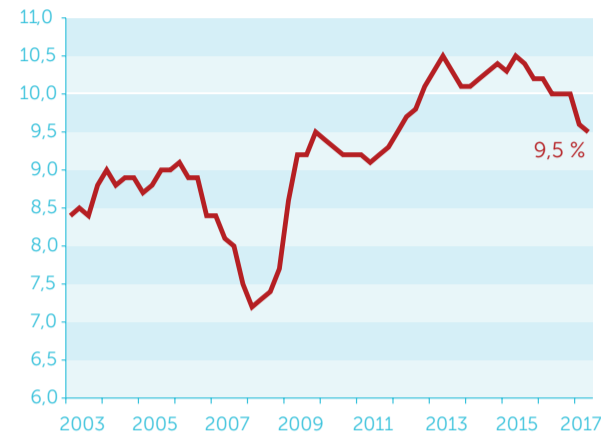
un fléchissement inhabituel du taux d'activité (-0,3 point) et une hausse concomitante du nombre de personnes dans le « halo » du chômage, le recul du chômage observé ce trimestre s'accompagne cette fois-ci de signaux positifs sur l'activité.

Le taux d'activité enregistre en effet une hausse de 0,5 point au 2^e trimestre, pour atteindre son niveau le plus haut depuis 1975, tandis que le nombre de personnes dans le « halo » du chômage diminue.

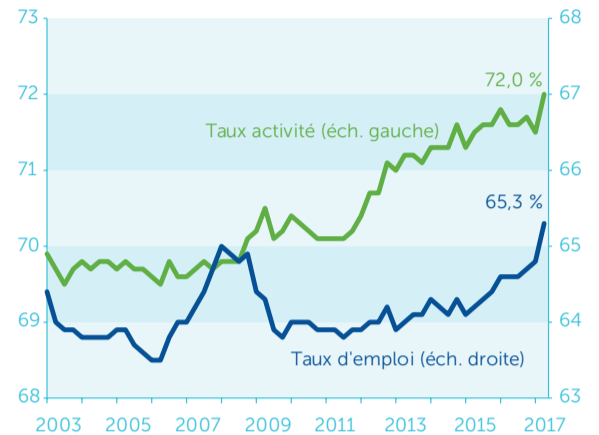
Le taux d'emploi, qui était quant à lui resté stable au 1^{er} trimestre, progresse également de 0,5 point au 2^e trimestre, pour atteindre son niveau le plus élevé depuis 1980.

Enfin, le nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois inscrits à Pôle emploi en catégorie A à la fin du 2^e trimestre en France baisse également de 0,7 % (-26 300) par rapport au 1^{er} trimestre. En juillet, il est cependant reparti à la hausse (+1,0 %, soit +36 200 sur un mois).

Évolution du taux de chômage au sens du BIT, en %

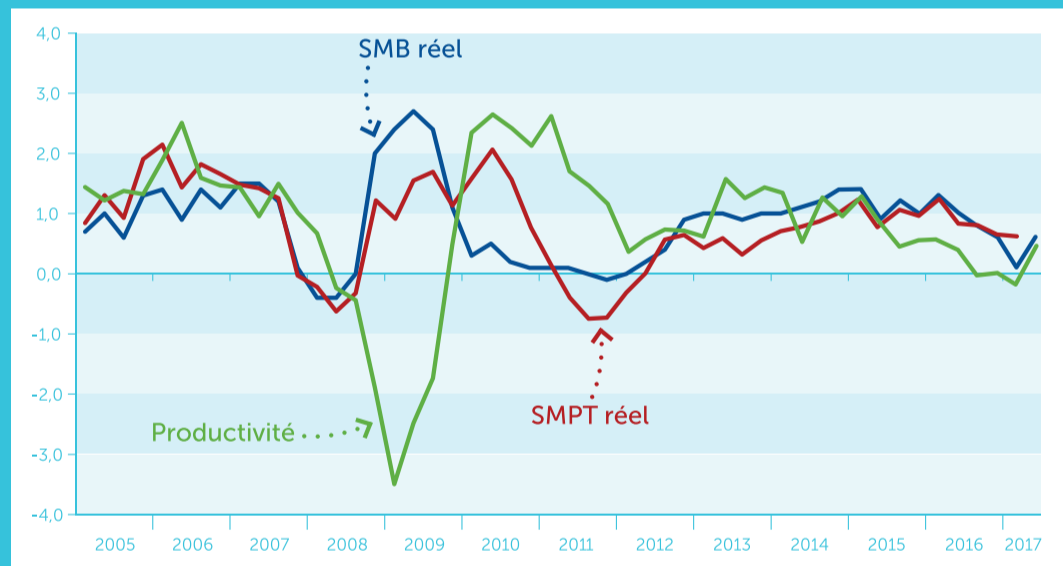


Évolutions du taux d'activité et du taux d'emploi en %



4 Les salaires réels rebondissent légèrement

Évolutions du salaire mensuel de base (SMB), du salaire moyen par tête (SMPT) réels et de la productivité par tête – glissements annuels, en %



Selon les données provisoires du 2^e trimestre, dans les entreprises de 10 salariés ou plus du secteur concurrentiel, le salaire mensuel de base progresse de 1,3 % sur un an. De son côté, l'inflation ralentit sensiblement fin juin, à +0,7 % en glissement annuel. Ainsi, en termes réels, le salaire mensuel de base accélère nettement (+0,6 %), après avoir accusé un repli notable depuis le début de l'année 2016. Les salaires continuent donc à augmenter plus vite que la productivité du travail : comme la plupart des pays développés, la France connaît des gains de productivité très faibles depuis la crise, cet affaiblissement s'accroissant depuis près de deux ans avec le fort regain des créations d'emplois.

5 Les déclarations d'embauches de plus d'un mois sont en nette augmentation, en particulier les embauches en CDI

L'embellie de l'emploi s'est accompagnée depuis 2015 d'une hausse de la part des emplois de durée limitée. Les données du 2^e trimestre publiées par l'Acoss font cependant état d'un allongement de la durée des contrats. Ce trimestre se distingue en effet par une augmentation particulièrement marquée des embauches en CDI (+12,2 % sur un an) et, dans une moindre mesure, en CDD de plus d'un mois (+4,5 %). Ces évolutions pourraient s'expliquer en partie par l'arrivée à échéance du dispositif « embauche PME » du 30 juin 2017, qui ne bénéficiait qu'aux CDI et aux CDD longs (plus de 6 mois), les entreprises anticipant leurs embauches de façon à profiter de la mesure. En juillet, les données disponibles font apparaître un repli des embauches en CDI et en CDD de plus d'un mois.

Évolutions des déclarations d'embauche par type de contrat - glissements annuels, en %

